

PROGRAMME DU NPA

Résolution adoptée lors de leur congrès fondateur.

Ce texte, plutôt bref et extrêmement général, ne parle quasiment pas d'Europe et se cantonne à des incantations particulièrement vagues du genre : « il s'agit d'imposer l'interdiction des licenciements », « il faut permettre à chacun d'avoir une alimentation saine tout en préservant la biodiversité », « la lutte contre les discriminations doit devenir une priorité »...

Ni analyse de la construction européenne ni projet pour l'Europe de demain.

Le texte évacue toute analyse de la construction européenne, se contentant de souligner que l'UE est touchée par la crise économique actuelle.

Au-delà, on peine à distinguer la vision de l'Europe proposée par le NPA, dont le texte s'apparente plus à une déclaration de principes énonçant une série de vœux pieux déconnectés de toute mise en contexte et de toute proposition de réforme concrète à mettre en œuvre dans le cadre de l'UE.

Les quelques lignes consacrées à la construction européenne proprement dite dénoncent tous les traités signés depuis le traité de Rome (1957), en donnant dans la dénonciation outrancière, décrivant par exemple le Parlement européen comme n'ayant « quasiment pas de pouvoir de décision ». Au chapitre des propositions pour une « véritable Europe démocratique », le texte se contente de réclamer une assemblée constituante, et affirme la volonté du NPA d'y porter le projet d'une « Union socialiste des peuples européens ». Quant à savoir en quoi elle consisterait, quelles en seraient les institutions, on reste sur sa faim... Le « plan d'urgence pour l'Europe » n'est pas plus précisément décrit.

Contradiction entre des propositions intégratrices et une rhétorique souverainiste.

Sur le fond, affleure une contradiction non résolue : d'une part, le texte dénonce les réponses non coordonnées des États membres à la crise financière et économique et prône, comme les socialistes, un SMIC européen en parité de pouvoir d'achat ainsi qu'une harmonisation sociale et fiscale, signes semblant pencher en faveur d'une intégration européenne accrue. D'autre part il promeut une Europe des peuples impliquant « pour chaque peuple le droit de décider de son destin », semblant ainsi embrasser la rhétorique souverainiste. Nulle part le texte n'explicite la nature de l'Europe à construire (le mot Europe fédérale est ainsi totalement absent).

CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES 2009

Quand la critique systématique jette le bébé avec l'eau du bain.

Le texte dénonce « la libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux », ce qui revient à vouloir renoncer au marché commun et à réintroduire des barrières douanières entre les pays de l'Union, alors même que toute politique de juste échange régulant les relations commerciales selon des critères sociaux et environnementaux ne peut s'envisager qu'au niveau de blocs régionaux comme l'UE. Le texte demande l'abrogation du mandat d'arrêt européen, qualifié « d'instrument de répression politique aux mains des États » (!), alors qu'il constitue pourtant une avancée positive de l'intégration européenne réclamée avec force par les juges spécialisés dans la lutte contre la délinquance financière.

Enfin, le texte affirme la nécessité « d'en finir avec la PAC ». Si celle-ci mérite d'être réorientée pour favoriser une allocation plus juste des aides encourageant une agriculture respectueuse de l'environnement, demander la fin de toute politique publique commune en matière agricole revient à réaliser le rêve des plus libéraux qui prônent le libre jeu du marché dans ce secteur !

Le « y a qu'à faut qu'on » généralisé sans aucun lien avec l'UE.

Le texte aligne des pétitions de principe, affirmant ainsi la nécessité de se battre pour « l'abolition de la prostitution » et « une politique de désarmement », dont on voit mal le lien qu'elles ont avec les élections européennes (on s'attend presque à trouver au coin d'une phrase l'instauration du droit au bonheur ou l'abrogation du capitalisme...). Le texte pose des exigences qui ne relèvent pas de la compétence de l'UE, mais de chaque État-membre, comme le « retrait de toutes les troupes européennes » d'Irak et d'Afghanistan.

Une absence totale de propositions concrètes pour faire avancer les choses.

Ce qui frappe avant tout dans ce texte, c'est qu'aucune piste n'est avancée pour avancer vers la réalisation concrète de la série de revendications générales énoncées (réduction du temps de travail, augmentation des salaires...), hormis l'affirmation qu'une « Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive des travailleurs ». Cela est d'ailleurs cohérent avec le postulat selon lequel le Parlement européen ne sert à rien, postulat d'autant plus facile à définir que le NPA n'a aucun élu sortant et n'a donc aucunement participé aux batailles menées par les eurodéputés de gauche durant la mandature écoulée sur des questions fondamentales (directive services, directive temps de travail...).

CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES 2009

Le choix de l'isolement sectaire sans stratégie européenne.

Le texte réaffirme le refus de tout travail en commun avec les partis sociaux-démocrates et leurs alliés, en ne reculant pas devant les attaques injurieuses. Ces partis sont ainsi décrits comme mettant en œuvre les orientations du patronat et le PS dénoncé comme ayant « renoncé à toute transformation sociale ». D'une manière générale, la social-démocratie est plus souvent dénoncée que la droite...

Au-delà, le texte ferme clairement la porte à la proposition d'alliance du PC et du PG, en multipliant les conditions inacceptables pour ces derniers (de la sortie du nucléaire au refus définitif de toute alliance avec le PS, notamment aux prochaines élections régionales).

Enfin, l'absence de toute stratégie de dimension européenne est patente : le texte se contente d'indiquer que le NPA proposera « à toutes les forces anticapitalistes en Europe une discussion qui étudie la possibilité d'une apparition commune lors de ces élections ». À moins de deux mois du scrutin, autant dire que le NPA se lance dans une campagne à la dimension purement nationale, où le scrutin européen sert uniquement de tribune, en l'absence de toute stratégie pour réorienter et faire avancer l'Europe. Le contraste avec le Manifesto, commun à tous les partis socialistes et sociaux-démocrates européens, est frappant.

Un texte très pauvre.

On a peine à croire que ce texte puisse constituer un texte programmatique pour les élections européennes, tant il s'apparente davantage à une litanie de crédos non hiérarchisés et dénués de toute perspective de mise en œuvre concrète qu'à un programme d'action pour l'UE en 2009.